excepté un petit emprunt de \$500,000 négocié par Sir John Rose, sous des circonstances particulières. On doit aussi remarquer que le grand nombre d'emprunts étrangers qui se pressent maintenant sur le marché anglais a causé une augmentation dans le taux de l'intérêt même pour les obligations de première classe, ainsi que pourra s'en convaincre tout honorable monsieur en consultant plus particulièrement le prix des consolidés durant les dernières vingt, ou vingt-cinq années. Suivant les calculs faits par des personnes dont l'opinion en ces matières mérite respect, notamment, je pense, par M. Dudley Baxter, il apporta qu'une somme de pas moins de deux mille millions sterling a été ajoutée à la dette nationale des diverses nations sur les marchés anglais durant les vingt dernières années. Bien plus il peut-être à propos d'attirer l'attention de la Chambre, pour que nous choissions notre temps dans la négociation de nos emprunts, sur le fait que le marché anglais est extrêmement incertain et changeant. Et la preuve, c'est que, durant une courte période le prix des consolidés a varié de six à dix et douze par cent, dans une seule année. C'est pourquoi, ainsi que la Chambre le comprendra, tout en faisant tout en notre pouvoir pour maintenir notre crédit, nous devons en même temps être en position de choisir notre temps pour placer nos emprunts sur le marché et, à moins d'en agir ainsi—quelque bonne que soit la condition financière du pays, nous aurons à payer plus que les taux que nous aurons payés auparavant. Je remarquerai de plus, quoique ce ne soit pour le moment qu'une simple suggestion, que nous travaillerons beaucoup à l'avantage du Canada, si nous pouvons consolider les diverses sécurités qui portent actuellement plusieurs taux d'intérêt en un seul fonds consolidé Canadien. On a déjà fait quelques pas qui, je l'espère, conduiront à la fin à l'accomplissement d'une mesure aussi désirable.

Hon. M. TUPPER. Quel taux l'honorable Monsieur a-t-il fixé pour le fonds d'amortissement ?

Hon. M. CAWRIGHT. Un demi par cent. Le fonds d'amortissement, je dois le remarquer, dans l'emprunt de M. Tilley, est un par cent, ce qui nous fait paraître la première transaction un peu plus favorable qu'elle ne le serait à première vue. Mon honorable ami sait qu'un fonds d'amortissement à un par cent implique un paiement du capital plus à bonne heure qu'un fonds d'amortissement à un demi par cent. Et maintenant, M. l'Orateur, je désire passer en revue la position financière actuelle de ce pays ayant rapport aux engagements que doivent remplir ce gouvernement et le pays en général. Cette position est d'un caractère tout particulier, ainsi que le comprendront bientôt les honorables membres. Je commencerai du premier jour de juillet 1874, et soumettrai à la Chambre un état synoptique de nos engagements jusqu'à la fin de l'année 1884, époque à laquelle le plus grand nombre de nos emprunts devront échoir. Notre position a ceci de particulier : qu'outre les engagements considérables que nous avons contractés, lesquels se montent à soixante millions à proprement parler, chargés au compte capital et de la nature des dettes encourues par traités, il sera nécessaire de plus de se pourvoir de quelques soixante ou soixante-cinq millions de piastres pour les vieilles dettes qui seront payables durant les dix prochaines années, et nous devons en conséquence trouver une somme de \$125,000,000 durant cette période. Je désire placer devant la Chambre une espèce de sommaire des moyens que nous devons, dans mon opinion, prendre pour faire face à ces engagements, à partir du 1er juillet 1874. A cette date, prenant en considération l'emprunt et les autres ressources—bien que l'emprunt n'était pas encore entièrement payé alors—nous avions en argent comptant quelque \$25,000,000. Comme de raison, dans le temps, beau-